



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.1/43/L.22
31 octobre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS ET ESPAGNOL

Quarante-troisième session
PREMIERE COMMISSION
Point 64 de l'ordre du jour

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

Australie, Cameroun, Colombie, Costa Rica, Pérou et Suède :
projet de résolution

Transferts internationaux d'armes

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit le fait que, dans la Charte des Nations Unies, les Etats Membres se sont engagés à maintenir la paix et la sécurité internationales en détournant le moins possible de sources humaines et économiques mondiales vers les armements,

Tenant compte des principes généraux exposés au paragraphe 22 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale 1/, en particulier que [les négociations sur le désarmement] "devraient s'accompagner de négociations sur la limitation du transfert international d'armes classiques",

Tenant également compte des conclusions et recommandations des études établies par l'ONU sur le désarmement classique 2/, tous les aspects du désarmement régional 3/, les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires 4/, la relation entre désarmement et développement 5/, la

1/ Résolution S-10/2.

2/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IX.1.

3/ A/35/416.

4/ A/43/368.

5/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.IX.1.

réduction des budgets militaires 6/, la relation entre désarmement et sécurité internationale 7/ et les mesures tendant à instaurer la confiance 8/,

Tenant compte en outre du Programme d'action tel qu'il a été établi dans le Document final de la Conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement 9/,

1. Se déclare convaincue que les transferts d'armes sous tous leurs aspects méritent d'être sérieusement examinés par la communauté internationale, notamment en raison de :

a) Leurs effets nocifs potentiels dans des régions de tension et de conflit régional qui menacent la paix et la sécurité internationales et la sécurité nationale;

b) Leurs effets négatifs connus et potentiels sur le processus de développement économique et social pacifique de tous les peuples;

c) L'augmentation du trafic d'armes illicite et clandestin;

2. Prie les Etats Membres d'envisager de prendre les mesures suivantes à ce sujet :

a) Renforcement de leurs systèmes nationaux de contrôle et de surveillance sur les armes produites par eux ou transportées sur leur territoire;

b) Examen sur une base régionale des moyens permettant de restreindre l'acquisition d'armes qui seraient en quantités excessives par rapport aux besoins légitimes de la sécurité nationale et qui pourraient susciter des incertitudes dans la région;

c) Recherche par les Etats exportateurs et importateurs d'accords permettant plus d'ouverture et de transparence en ce qui concerne les transferts mondiaux d'armes, y compris la possibilité d'établir un système par lequel les Etats Membres donneraient à l'Organisation des Nations Unies des informations sur les transferts d'armes, sur une base universelle et non discriminatoire;

3. Prie la Commission du désarmement de l'ONU de tenir compte des éléments susmentionnés dans ses délibérations sur la question du désarmement classique;

6/ A/35/479.

7/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.IX.4.

8/ Ibid., numéro de vente : F.82.IX.3.

9/ Ibid. numéro de vente : F. 87.IX.8.

4. Prie le Secrétaire général de chercher à obtenir les vues des Etats Membres sur l'application des dispositions mentionnées au paragraphe 2 de la présente résolution;
5. Prie le Secrétaire général, avec l'assistance d'experts gouvernementaux, d'explorer la nature de mécanismes qui pourraient permettre d'appliquer les dispositions décrites au paragraphe 2 de la présente résolution;
6. Prie également le Secrétaire général de s'efforcer, dans le cadre de la Campagne mondiale pour le désarmement, de rassembler et de diffuser des informations concernant la question des transferts d'armes et leurs conséquences sur la paix et la sécurité internationales;
7. Prie en outre le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa quarante-quatrième session, sur les vues des Etats Membres et sur les travaux des experts gouvernementaux sur les moyens que l'on pourrait mettre en oeuvre pour appliquer les dispositions pertinentes de la présente résolution;
8. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-quatrième session une question intitulée "Transferts internationaux d'armes".
